

UCV

Centre d'Echange et de Compensation asbl

Arrondissement judiciaire de Bruxelles

TVA BE 0414.509.011



Rue d'Arlon 82
1040 Bruxelles

Rapport annuel 2014

TABLE DES MATIERES

EVOLUTION GÉNÉRALE	5
EVOLUTION PAR TYPE D'OPÉRATIONS	6
COÛTS	14
ACTIVITÉS	14
PERSPECTIVES	16
NOTRE PARTENAIRE STET	17

ANNEXE STATISTIQUE

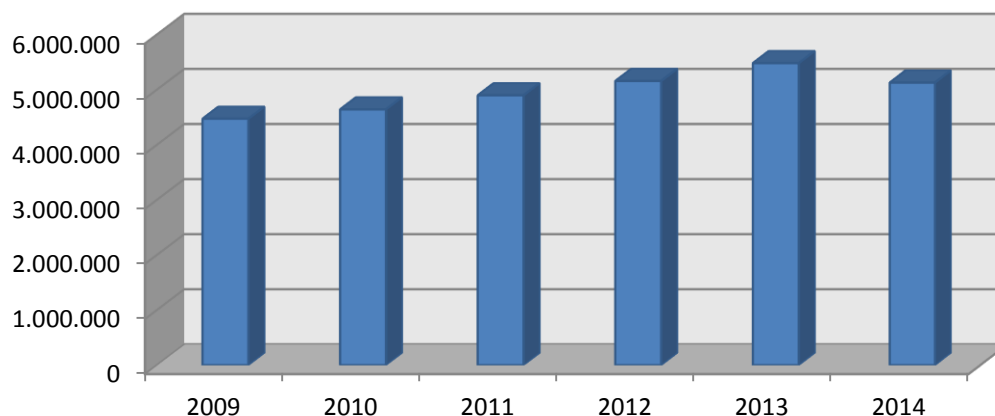
Tableau 1 : Evolution du nombre d'opérations traitées	18
Tableau 2 : Evolution des montants traités	19
Tableau 3 : Volumes traités par catégorie d'opérations	20
Tableau 4 : Montants traités par catégorie d'opérations	21
Tableau 5 : Répartition des opérations remises et reçues	22
Tableau 6 : Définition des catégories statistiques	23

EVOLUTION GENERALE ¹

Au cours de l'année 2014, le CEC a traité 1.272.233.062 opérations, contre 1.365.560.826 en 2013. La diminution de 6,8 % résulte de l'interruption temporaire du service SDD sur la plate-forme CEC/STET. Ce service a été mis en production, conformément au planning prévu, le 17 novembre 2014. Compte tenu du volume de domiciliations (via DOM80) au cours des années précédentes, la baisse est moindre qu'attendue. Celle-ci a en effet été évaluée à -10%.

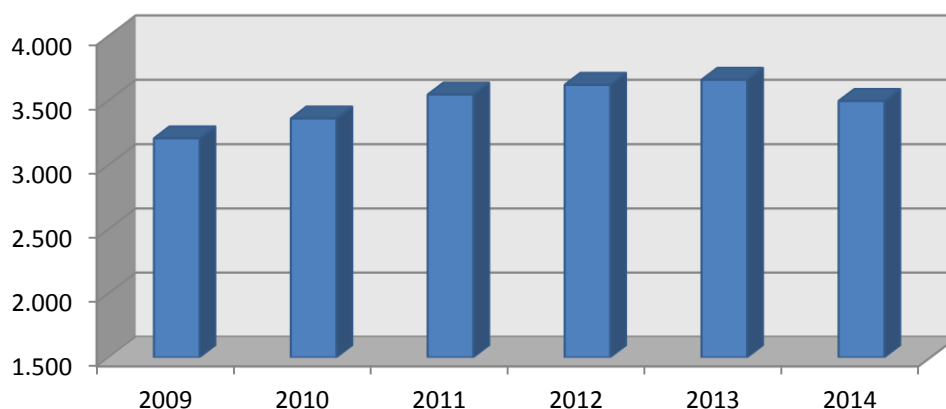
La moyenne journalière a été de 5.129.972 opérations.

Nombre journalier moyen d'opérations traitées



L'année 2014 a vu le total des capitaux relatifs aux opérations échangées atteindre 870.680.564.018 EUR, ce qui représente une baisse de 4,5 %. En moyenne journalière, cela correspond à 3,5 milliards EUR.

Montant journalier moyen traité (en millions d'EUR)



¹ Voir tableaux 1 et 2 en annexe.

Le volume le plus important d'opérations traitées a été atteint le 2 juin 2014, l'on a ainsi noté 13.540.799 transactions pour un montant de 7.511.506.022 EUR.

Fin 2014, 63 institutions participaient directement ou indirectement au CEC. Comme le montre le tableau ci-dessous, elles se répartissaient en 13 adhérents (DP =Direct Participant), 48 sous-adhérents (IP = Indirect Participant) et 2 sous-adhérents ayant un accès technique direct (IPDTA = Indirect Participant with Direct Technical Access).

	Adhérents DP	Sous-adhérents IP	Sous-adhérents IPDTA
	31/12/2014	31/12/2014	31/12/2014
• Établissements de crédit			
- de droit belge	12	20	
- de droit étranger (dont UE)	1 (1)	28 (22)	
• Autres institutions			2
Total	13	48	2

EVOLUTION PAR TYPE D'OPERATIONS²

Les années précédentes, le nombre d'opérations et les montants étaient exprimés en moyennes journalières. À l'occasion de la migration vers le SEPA, il a été décidé que dans le cadre de l'échange interbancaire ces transactions ne seraient plus pourvues d'un code d'identification distinct au niveau le plus détaillé. Le tableau ci-dessous présente la nouvelle répartition des différents produits en fonction des catégories. Les évolutions figurent dans les tableaux 3 et 4 en annexe.

Répartition 2014				
Virements	Chèques	ATM/POS	Domiciliations	Autres
Virements papier	Chèques	Terminaux points de vente (POS)	Recouvrements DOM80	Versements
Virements automatisés		Guichets automatiques (ATM)	SDD	Contreparties opérations carte
SCT				Cartes prépayées (PROTON)
SCT R				Chèques impayés
				Opérations carte de crédit
				Remboursements DOM80
				Impayées DOM80
				SDD R
				SDD C

² Voir tableaux 3 et 4 en annexe.

VOLUMES

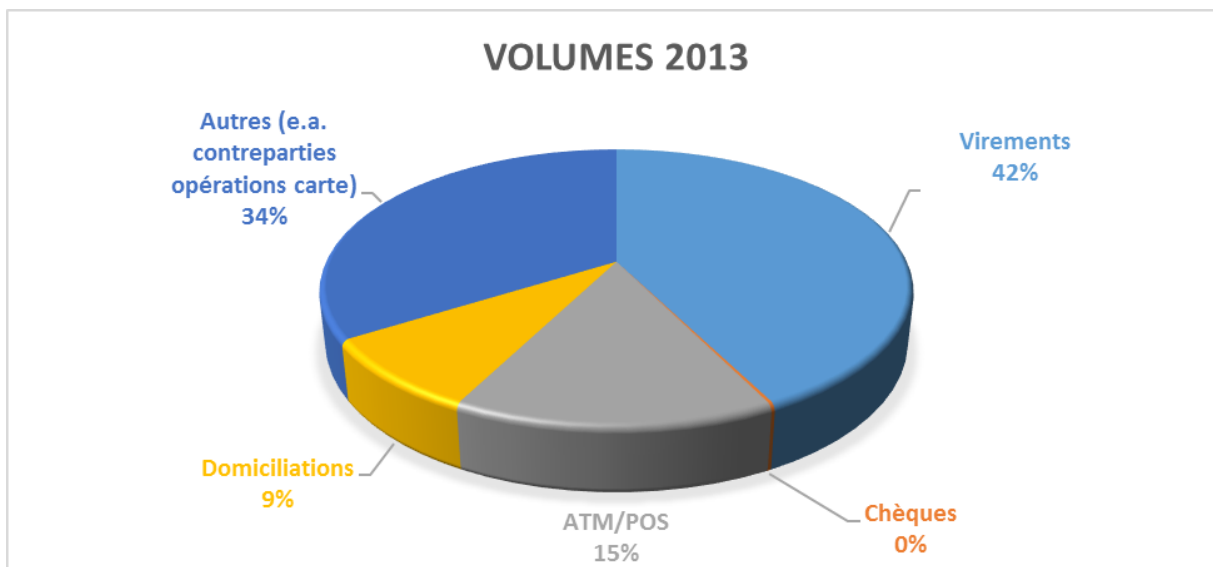
La migration vers le SEPA s'est achevée au 1^{er} avril 2014. Dans le cadre du SEPA et au niveau du CEC, il n'est plus fait de distinction entre les canaux d'introduction des ordres de paiement auprès des banques (papier ou moyens électroniques). Il en résulte que, depuis cette date, les types d'opérations suivants ne seront plus identifiables individuellement : virements papier, versements et virements automatisés. Depuis la mise en place du SEPA, leurs volumes ont été intégrés dans le volume des virements SEPA.

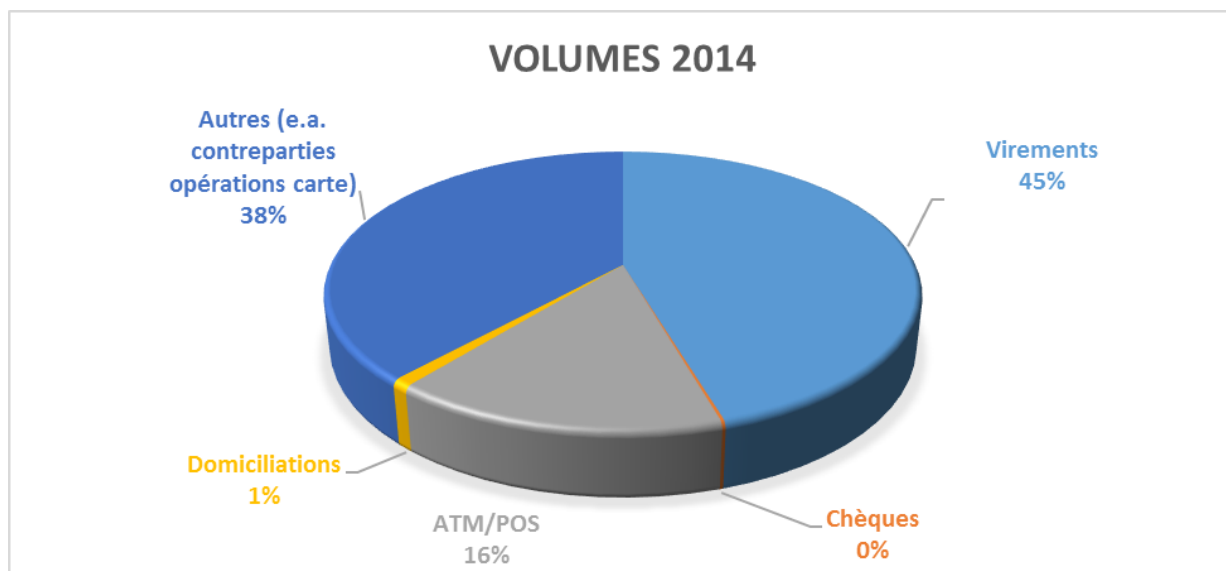
Le nombre total d'opérations de crédit traitées a augmenté de 2,61 %, essentiellement du fait de la hausse du nombre des opérations comme le volet « crédits » des transactions par carte. Ce dernier chiffre a progressé de 6,91 %. Le nombre des virements proprement dits a diminué de 0,57 %.

Concernant les volumes des opérations de débit, la tendance à la baisse du nombre de chèques traités se confirme, une contraction en pourcentage du même ordre de grandeur que l'année précédente. Le nombre des paiements POS stagne au niveau de 2013. La diminution de 28 % dans la rubrique "ATM guichets automatiques" est la conséquence des migrations vers le système OLTB, dans lequel les opérations de débit individuelles se traduisent, après migration, en opérations groupées. Le nombre d'opérations de débit par cartes de crédit augmente de 6,38% par rapport à l'année précédente.

Pour ce qui est des recouvrements, la plate-forme CEC/STET n'est devenue « SDD compliant » que depuis le 17 novembre 2014, ce qui empêche toute comparaison avec l'année précédente.

Volumes traités par type d'opérations





2013 – Autres : dont 31 % contrepartie opérations par carte

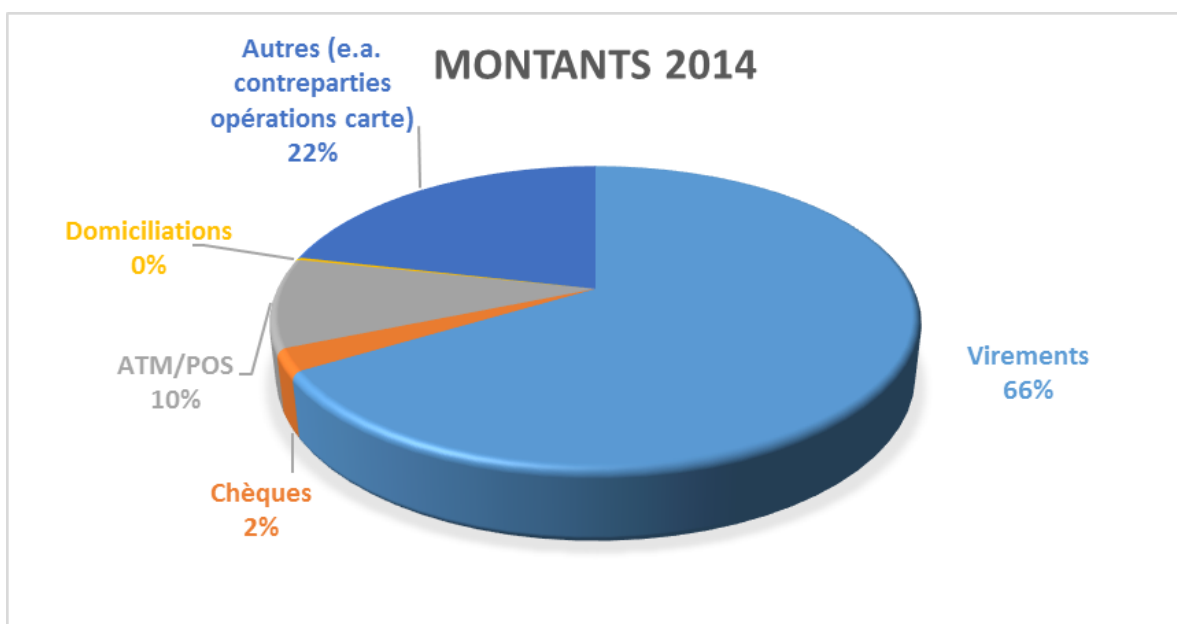
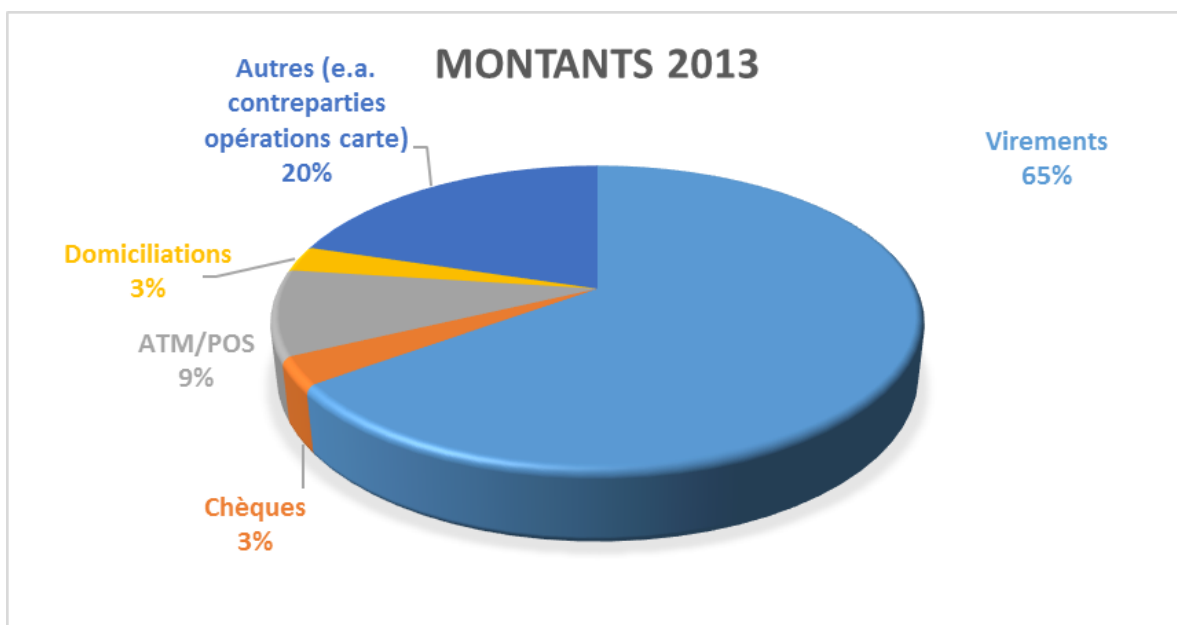
2014 – Autres : dont 36 % contrepartie opérations par carte

MONTANTS

Alors que le nombre total des opérations de crédit traitées a progressé de 2,61 %, le montant total traité s'est réduit de 1,70 %. Le montant traité par "Virements" s'est contracté de 2,41 %. La hausse des montants traités au niveau du volet crédits des opérations par carte a été de 1,44 %.

La réduction des montants traités par chèque est encore supérieure à celle des volumes et s'élève à 23,13 %. Le nombre d'opérations de débit par le biais de paiements POS stagne, mais au niveau du montant traité, on observe une progression de 6,22%. La diminution en termes de montants traités dans la rubrique "ATM guichets automatiques" est du même ordre que la baisse en volume, soit de 27,10%. Les opérations de débit par carte de crédit progressent de 4,14%.

Et, comme pour les volumes, il n'est pas possible d'établir une comparaison en ce qui concerne les montants traités par domiciliations.

Montants traités par types d'opérations

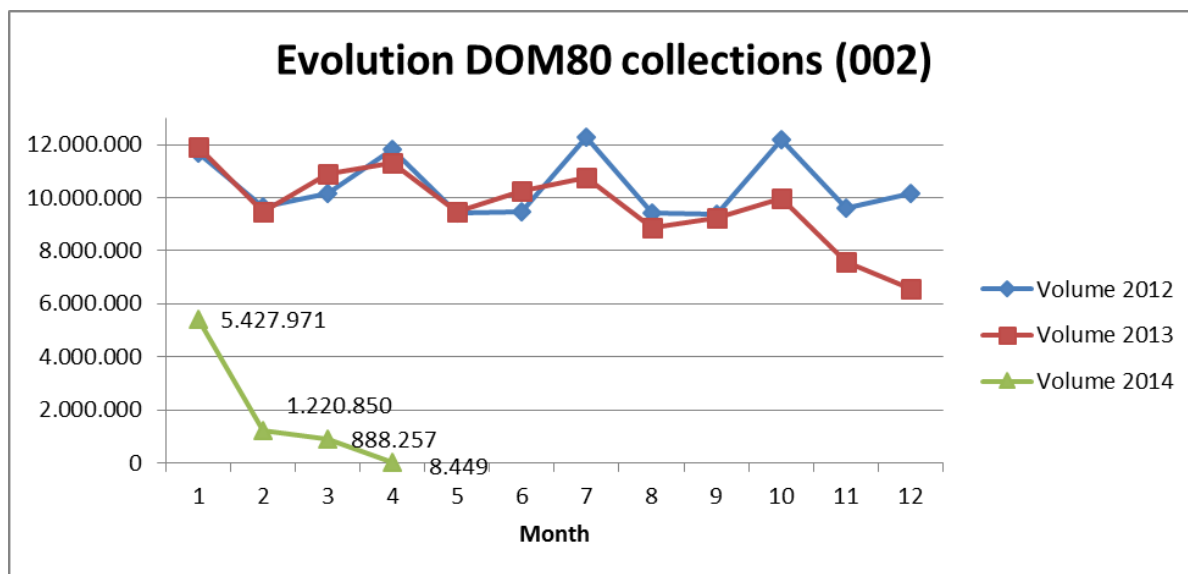
2013 – Autres : dont 14,0 % contrepartie opérations par carte

2014 – Autres : dont 15,5 % contrepartie opérations par carte

Mettons l'accent sur certaines évolutions :

Evolution du nombre de domiciliations

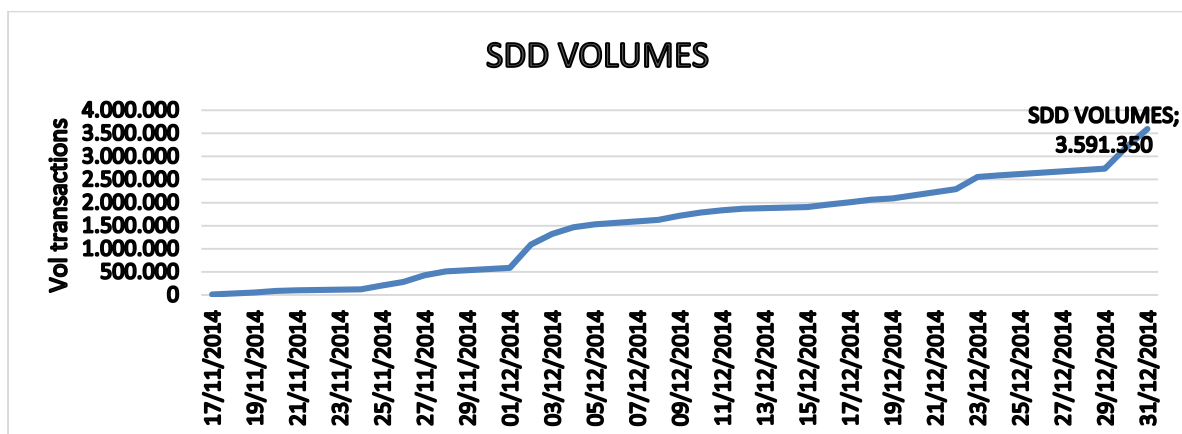
Le tableau ci-dessous illustre l'impact de la migration vers le SEPA sur l'évolution du nombre de recouvrements DOM80 traités par le CEC/STET en 2012 – 2013 -2014 et jusqu'au 1^{er} avril 2014, date qui correspond à la fin des recouvrements en "format national".



Depuis le 17 novembre 2014, le traitement des opérations de SEPA Direct Debit (SDD) est possible sur la plate-forme CEC/STET. Ci-dessous, on trouvera l'évolution du volume (SDD + R-SDD, SDD Core + SDD B2B) depuis le début. Le nombre total d'opérations traitées a été de 3.591.350 pour un montant de 397.838.314,40 EUR. Le nombre de recouvrements s'est élevé à 3.468.395 dont 38.227 B2B.

Le volume d'opérations R-SDD au cours de la même période a été de 122.828, soit 3,4 %.

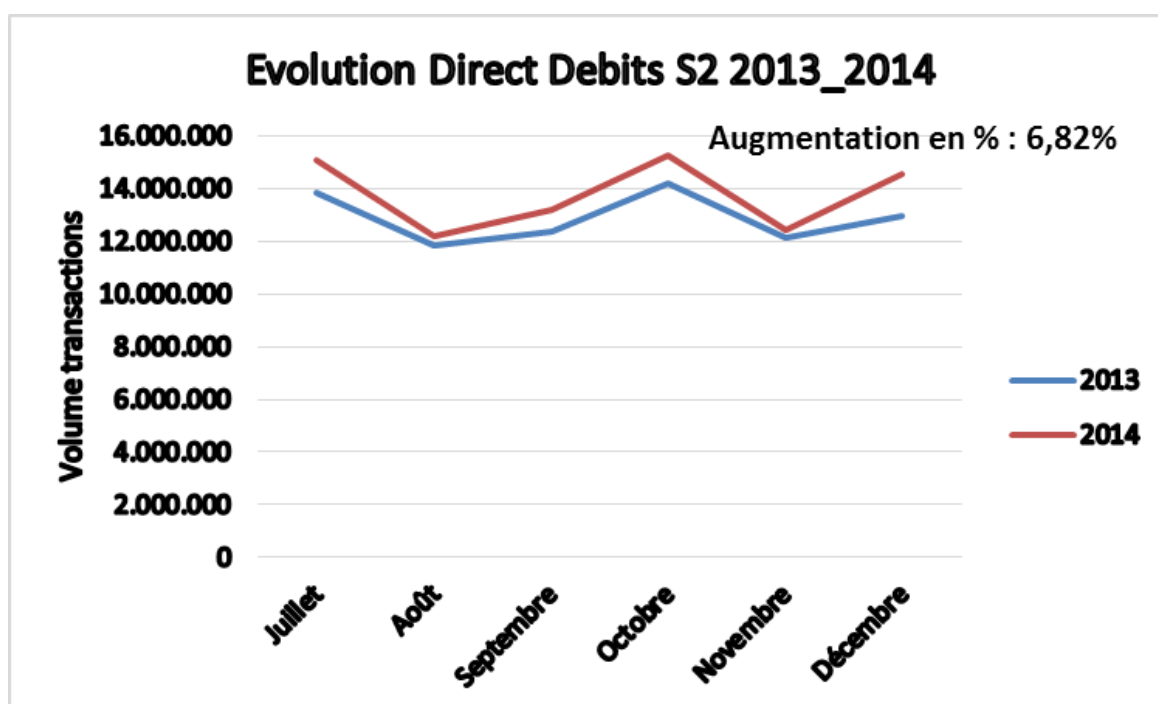
De plus, il faut aussi tenir compte du fait que la migration n'est encore que partielle, certains participants CEC n'ayant pas encore migré leurs transactions SDD. Trois banques (dont deux grandes banques) ont planifié leur migration vers la plate-forme CEC/STET pour les premiers mois de 2015.



La poursuite de la migration, en l'occurrence des opérations SDD vers le CEC/STET, en 2015 devrait ramener le volume des opérations traitées par le CEC à un niveau comparable à celui d'avant la migration des DOM80 vers les SDD.

Afin d'illustrer la tendance de l'évolution des volumes de recouvrements des membres du CEC, le tableau ci-dessous donne l'évolution du nombre de recouvrements au cours des six derniers mois de 2013 et 2014. On constate ainsi une tendance à la hausse de 6,8 %.

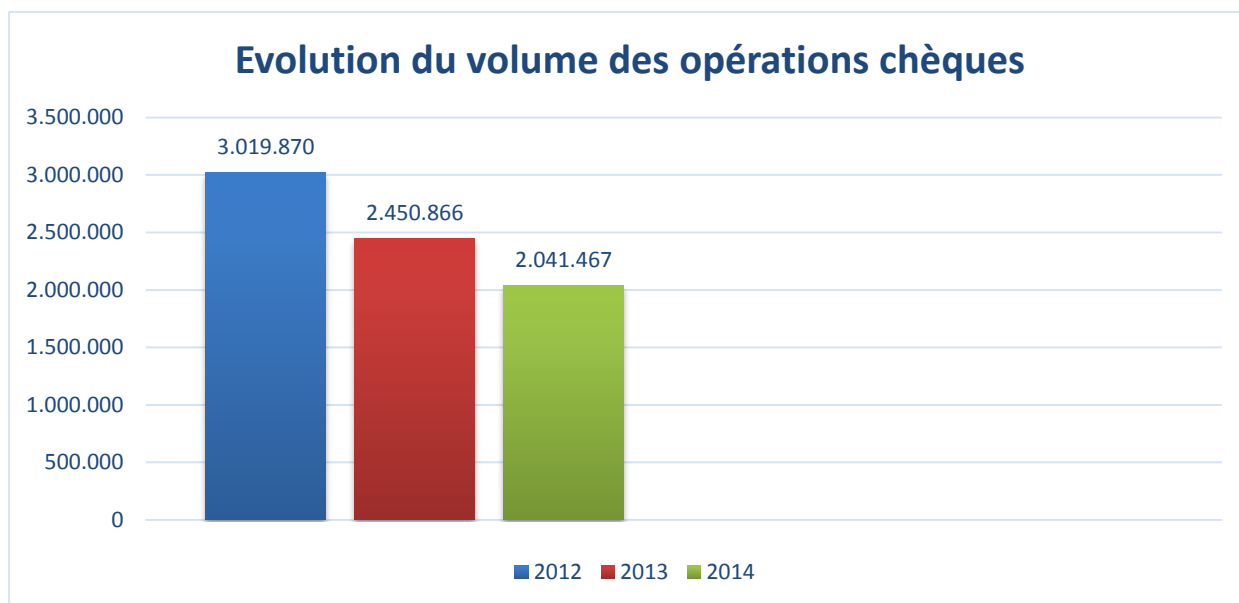
Ce chiffre est obtenu par la consolidation des chiffres interbancaires du CEC avec ceux du système EBA Step2. Dans l'attente du lancement du traitement des opérations SDD sur la plate-forme CEC le 17 novembre 2014, les recouvrements SDD entre les membres du CEC ont été traités par le biais de ce système EBA Step2 dernier.



Evolution du nombre d'opérations par chèques

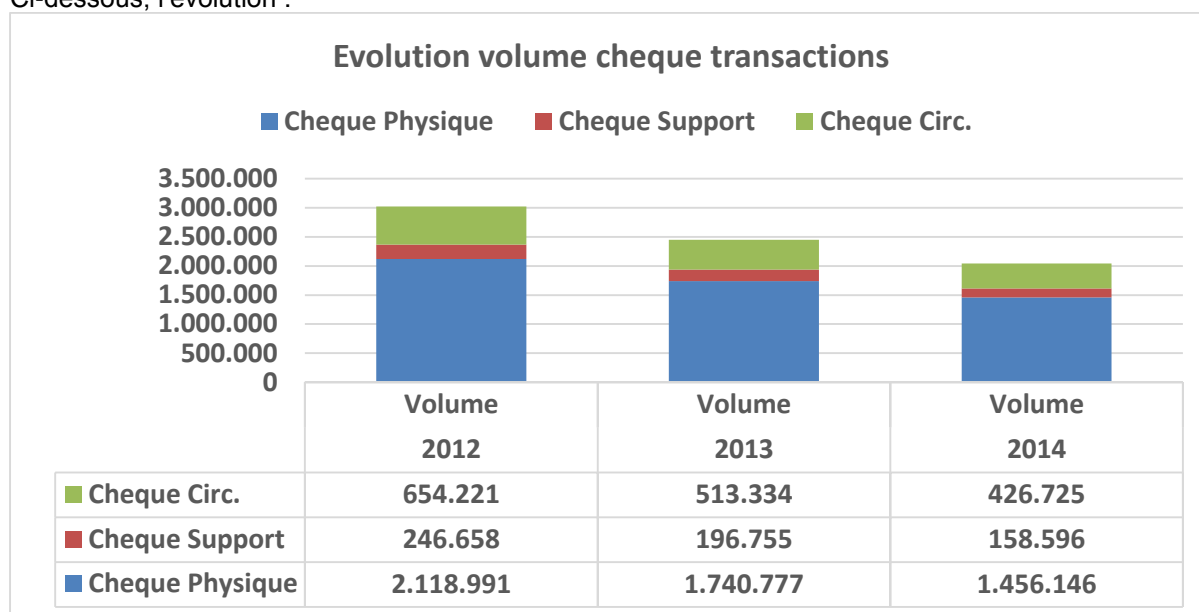
Le volume des opérations chèques traités par le CEC a poursuivi son mouvement à la baisse. Les clients qui optent toujours pour ce type d'instrument de paiement en raison de circonstances particulières/commerciales, continuent à faire l'objet d'initiatives visant à les réorienter vers des systèmes de paiement alternatifs.

L'évolution des systèmes actuels doit aussi permettre de remplacer à terme totalement ce type d'opérations.



Année	Volume	Evolution en %
2012	3.019.870	
2013	2.450.866	- 18,84 %
2014	2.041.467	- 16,70 %

Ci-dessous, l'évolution :



En pourcentage, cela signifie :

Chèques physiques : - 16,35 % (contre – 17,85 % année précédente)

Chèques sur support : - 19,39 % (contre – 20,23 % année précédente)

Chèques circulaires: - 16,87 % (contre – 21,54 % année précédente)

COÛTS

Les coûts réels pour 2014, sont de 3.095.112,70 EUR, soit 575.196,17 euros de moins qu'en 2013. Le coût par opération en 2014 a baissé, pour atteindre 0,24 centime d'euro (0,0024 EUR), contre 0,27 centime d'euro en 2013.

ACTIVITES

◆ *ASBL CEC sur le net*

Le site www.cecbelgium.be présente au grand public notamment un historique, les statuts, les rapports annuels et la liste des participants directs.

◆ *Evolution du CEC*

Le CEC s'est retrouvé, en tant que CSM (Clearing and Settlement Mechanism), sur un marché concurrentiel. Afin de consolider sa position et de lui permettre de devenir un pôle d'attraction pour de nouveaux membres, il a été décidé, début 2014, d'abaisser drastiquement les coûts d'accès uniques pour tous les types de membres. L'évolution vers un coût unitaire nettement moindre vient renforcer la politique de tarification pratiquée par le CEC pour les membres et les candidats membres. Le fait que, depuis fin 2014, le CEC soit totalement SEPA compliant, conjugué à l'ambition d'offrir de nouveaux services aux membres conforte le CEC dans sa conviction qu'il peut continuer à jouer un rôle crucial dans les conditions de marché en pleine évolution. De plus amples informations sur les ambitions du CEC pour l'avenir sont reprises à la rubrique Perspectives 2015.

◆ *Migration des schémas et formats de fichiers nationaux vers le SEPA (Single European Payment Area)*

Le remplacement des systèmes de paiement nationaux par les instruments SEPA tels que décrits dans un Règlement européen³ a entraîné des modifications radicales, tant pour les clients que pour les banques. Si l'année 2013 a été totalement placée sous le signe de la sensibilisation, en temps opportun, à la fois des entreprises et des particuliers aux adaptations nécessaires, la migration aux SEPA Credit Transfers et aux SEPA Direct Debits a été finalisée le 1^{er} avril 2014. Les banques ont joué un rôle particulièrement important en la matière, tant au niveau de la diffusion d'informations qu'au travers du soutien qu'elles ont apporté aux préparatifs et migrations de leurs clients.

³ (EU) Règlement n° 260/2012 du Parlement et du Conseil de l'Europe du 14 mars 2012 relatif aux exigences techniques et commerciales pour les virements et les prélèvements en euros et modifiant le Règlement (CE) n° 924/2009.

◆ ***Migration des transactions SDD vers la plate-forme STET***

Lors de la migration de l'infrastructure du CEC de la Banque Nationale de Belgique vers STET, les transactions SDD ont été temporairement laissées de côté. Le projet visant la mise à disposition des membres adhérents du service pour le traitement des transactions SDD sur le STET s'est achevé sans problème et a été mis en production le 17 novembre 2014. Trois banques ont planifié leur migration pour le premier semestre 2015, de sorte que le volume en 2014 est toujours partiel. À partir du 17 novembre, la plate-forme CEC/STET sera totalement conforme au SEPA en ce qui concerne les échanges entre ses membres adhérents.

◆ ***Migration de la plate-forme technique SEDUS vers STET***

Description succincte du système :

Le système SEDUS est essentiellement utilisé pour l'échange des images de chèques selon des critères bien définis.

Le service sous-jacent est également utilisable pour l'échange de fichiers entre les adhérents. L'échange peut être réalisé soit manuellement via une application webbrowser avec des uploads et downloads, soit par le biais d'un échange automatisé. L'acheminement des fichiers est basé sur une base de données de routage gérée à un niveau central qui utilise le numéro de protocole tant de la banque expéditrice que de la banque destinataire, qui doit être déduit du nom de fichier des fichiers échangés.

Le projet de migration SEDUS :

L'actuel fournisseur de la plate-forme technique met un terme à son service le 15 avril 2015. Après recours à une procédure RFP, c'est STET qui a été retenu en 2014 pour la fourniture d'une plate-forme technique alternative présentant ces mêmes fonctionnalités. La majeure partie du projet a été menée à bien en 2014, la migration proprement dite vers cette nouvelle solution sera finalisée fin mars 2015.

PERSPECTIVES 2015

Pas de release majeure prévue en 2015, mais préparation en vue de l'amélioration des services existants ou de la mise en place de nouveaux services

◆ *Finalisation de la migration SDD pour l'ensemble de la communauté CEC*

Dans le projet de migration, prévoyant l'échange par les membres du CEC, via le CEC/STET, de leurs opérations SDD, trois participants directs migreront au cours des premiers mois de 2015.

◆ *SCT Recall*

Le projet visant à mettre cette fonctionnalité à la disposition des membres du CEC, tant en mode passif qu'actif, débutera en 2015. Le calendrier doit encore être décidé.

Dans l'attente, le service via SEDUS est disponible, mais pas automatisé.

◆ *Single Window*

Objectif : la création d'un point d'entrée unique pour toutes les opérations SEPA avec également une accessibilité pour les non-membres CEC. Le concept, les impacts et les coûts seront déterminants pour le calendrier.

• *Instant Payments*

L'évolution des attentes des clients, les besoins au niveau de certains segments de clientèle, et la pénétration du marché par des acteurs non bancaires proposant des solutions, sont autant d'incitants à définir la stratégie permettant de traiter les paiements en temps réel (du payeur au bénéficiaire). L'analyse des solutions possibles a débuté fin 2014. Un document de vision devrait en principe avoir été rédigé pour juin 2015.

Notre Partenaire STET

Créé en 2004, STET appartient à cinq grandes banques françaises. STET se charge du traitement, du clearing et du dénouement pour la gamme complète d'instruments de paiement : Credit Transfer et Direct Debit SEPA et non SEPA, paiements par carte, retraits aux ATM, chèques, lettres de change et autres produits sur les marchés nationaux.

La plate-forme STET CORE multi-CSM de traitement des paiements a été conçue au départ d'une vision européenne, l'objectif étant de relever les défis auxquels les banques étaient confrontées en raison notamment de l'implémentation du SEPA. Parallèlement, elle sert de base pour d'autres évolutions et développements de nouveaux services et instruments de paiement.

La plate-forme CORE a été développée sur la base d'une architecture technique puissante et novatrice. Cette architecture permet de mettre en place un système extrêmement flexible capable de performances inégalées. L'objectif est de répondre aux besoins européens, grâce à une flexibilité suffisante pour pouvoir répondre, de manière rentable, aux évolutions au niveau du marché.

Les services de dénouement STET utilisent une plate-forme en temps réel pour tous les instruments de paiement. Cette plate-forme, dans sa configuration actuelle, a été conçue pour traiter 30 millions d'opérations par heure.

Le système STET's CORE(FR) est catalogué par l'Eurosystème comme SIPS (Systematically Important Payment System). Il est exploité selon les plus hautes exigences en matière de résilience et de solidité opérationnelle, compte tenu de sa position de marché.

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau 1 : Evolution du volume d'opérations traitées

Année	Total	Moyenne journalière	Croissance annuelle (%)
1997	880.603.041	3.536.558	+1,5 %
1998	929.137.415	3.716.550	+5,5 %
1999	937.161.476	3.748.646	+0,9 %
2000	885.216.332	3.569.421	-5,5 %
2001	919.043.857	3.705.822	+3,8 %
2002	985.393.685	3.957.404	+7,2 %
2003	1.019.023.740	4.092.465	+3,4 %
2004	1.009.549.690	4.006.150	-0,9 %
2005	952.167.361	3.808.669	-5,7 %
2006	966.493.229	3.881.499	+1,5 %
2007	1.011.745.908	4.046.984	+4,7 %
2008	1.063.399.983	4.236.653	+5,1 %
2009	1.122.911.389	4.473.751	+5,6 %
2010	1.170.222.686	4.643.741	+4,2 %
2011	1.224.941.138	4.899.765	+4,7 %
2012	1.295.117.376	5.159.830	+5,7 %
2013	1.365.560.826	5.484.180	+5,4 %
2014	1.272.233.062	5.129.972	-6,8 %

Tableau 2 : Evolution des montants traités en millions d'euros

(en millions d'EUR)

Année	Total	Moyenne journalière	Croissance annuelle (%)
1997	457.623	1.838	+4,3 %
1998	482.472	1.930	+5,4 %
1999	476.246	1.905	-1,3 %
2000	484.383	1.953	+1,7 %
2001	508.439	2.050	+5,0 %
2002	530.961	2.132	+4,4 %
2003	552.283	2.218	+4,0 %
2004	584.779	2.321	+5,9 %
2005	632.478	2.530	+8,2 %
2006	669.017	2.687	+5,8 %
2007	746.786	2.987	+11,6 %
2008	803.010	3.199	+7,5 %
2009	804.852	3.207	+0,2 %
2010	846.919	3.361	+5,2 %
2011	886.667	3.547	+4,7 %
2012	909.127	3.622	+2,5 %
2013	911.612	3.661	+0,3 %
2014	870.681	3.511	-4,5 %

Tableau 3: Volumes traités par catégorie d'opérations			
Catégorie	2013	2014	Evolution
	Nombre		%
Catégorie Opérations de crédit			
Virements papier	57.531.556	2.489.991	-95,67%
Virements automatisés	126.107.136	6.466.253	-94,87%
Versements	850	55	-93,53%
SCT	396.135.165	567.238.268	43,19%
SCT R	403.503	654.672	62,25%
Contreparties opérations carte	429.686.067	459.380.565	6,91%
Total (1)	1.009.864.277	1.036.229.804	2,61%
Catégorie Opérations de débit			
Chèques	2.460.317	2.041.467	-17,02%
Terminaux points de vente (POS)	174.347.801	175.249.263	0,52%
Guichets automatiques (ATM)	29.254.630	21.015.641	-28,16%
Cartes prépayées (PROTON)	280.429	110.216	-60,70%
Chèques impayés	17.226	12.725	-26,13%
Contreparties opérations carte	24.369.071	25.924.399	6,38%
Autres			
Total (2)	230.729.474	224.353.711,00	-2,76%
Catégorie Domiciliations			
Recouvrements DOM80	116.665.250	7.490.431	-93,58%
Remboursements DOM80	928.606	34.441	-96,29%
Impayées DOM80	7.373.219	533.325	-92,77%
SDD		3.468.395	
SDD R		122.828	
SDD C		127	
Total (3)	124.967.075	11.649.547,00	-90,68%
	1.365.560.826	1.272.233.062	-6,83%

Volumes	2013	2014	2013%	2014%	% Différence
Virements	580.177.360	576.849.184	42,49%	45,34%	-0,57%
Chèques	2.460.317	2.041.467	0,18%	0,16%	-17,02%
ATM/POS	203.602.431	196.264.904	14,91%	15,43%	-3,60%
Domiciliations	116.665.250	10.958.826	8,54%	0,86%	-90,61%
Autres (e.a. contreparties opérations carte)	462.655.468	486.118.681	33,88%	38,21%	5,07%
	1.365.560.826	1.272.233.062			

Tableau 4: Montants traités par catégorie d'opérations			
Catégorie	2013	2014	Evolution
	Montants		%
Catégorie Opérations de crédit			
Virements papier	65.106.504.724	2.829.939.313	-95,65%
Virements automatisés	154.394.748.218	7.413.646.586	-95,20%
Versements	1.701.520	34.782	-97,96%
SCT	372.041.244.811	566.930.934.891	52,38%
SCT R	339.853.110	471.887.183	38,85%
Contreparties opérations carte	132.958.009.189	134.869.156.998	1,44%
Total (1)	724.842.061.572	712.515.599.754	-1,70%
Catégorie Opérations de débit			
Chèques	26.990.742.385	20.748.058.746	-23,13%
Terminaux points de vente (POS)	67.963.567.269	72.188.653.023	6,22%
Guichets automatiques (ATM)	15.734.381.637	11.469.812.532	-27,10%
Cartes prépayées (PROTON)	151.062.518	66.532.476	-55,96%
Chèques impayés	196.573.275	168.696.645	-14,18%
Opérations carte de crédit	49.109.011.335	51.144.280.584	4,14%
Autres			
Total (2)	160.145.338.419	155.786.034.006,92	-2,72%
Catégorie Domiciliations			
Recouvrements DOM80	24.653.836.298	1.823.932.841	-92,60%
Remboursements DOM80	354.637.252	25.448.207	-92,82%
Impayées DOM80	1.616.158.061	131.710.894	-91,85%
SDD		379.890.265	
SDD R		17.913.047	
SDD C		35.003	
Total (3)	26.624.631.612	2.378.930.256,75	-91,06%
	911.612.031.603	870.680.564.018	-4,49%

Montants	2013	2014	2013%	2014%	% Différence
Virements	591.882.350.863	577.646.407.973	64,93%	66,34%	-2,41%
Chèques	26.990.742.385	20.748.058.746	2,96%	2,38%	-23,13%
ATM/POS	83.697.948.906	83.658.465.555	9,18%	9,61%	-0,05%
Domiciliations	24.653.836.298	2.203.823.106	2,70%	0,25%	-91,06%
Autres (e.a. contrepa	184.387.153.151	186.423.808.637	20,23%	21,41%	1,10%
	911.612.031.603	870.680.564.018			

Tableau 5 : Répartition des opérations remises et reçues par adhérent technique

Etablissement		Nombre d'opérations		Montants (x 1000 EUR)	
		2013	2014	2013	2014
008	BNP PARIBAS FORTIS (*)	552.574.925	502.944.658	638.138.285	424.200.183
050	BELFIUS BANK (*)	368.851.012	350.332.662	225.451.748	226.309.150
125	BANQUE CPH	7.272.188	6.891.596	3.330.013	3.225.324
150	BC-MC (**)	58	9.709		15.865
179	COMMERZBANK A.G. (***)	796.193	32.373	2.035.999	58.014
300	ING BELGIUM (*)	404.187.574	371.534.539	305.945.040	294.116.468
635	DELTA LLOYD BANK	64.632.749	40.787.487	18.836.058	16.409.753
645	BANK J. VAN BREDA & C° (*)	20.035.615	18.133.352	14.088.389	13.820.681
666	ATOS WORLDLINE (**)	657.937.999	681.670.375	265.916.034	269.722.570
679	BPOST (*)	52.874.483	50.634.244	101.834.263	102.951.602
724	THE ROYAL BANK OF SCOTLAND	5.105.313	5.719.849	8.227.964	1.260.035
725	KBC BANK (*)	384.402.399	359.128.582	299.308.951	284.550.709
750	AXA BANK EUROPE (*)	50.400.143	45.132.540	32.437.722	30.713.945
850	CRELAN	57.330.002	53.881.347	34.397.836	36.554.741
890	VDK SPAARBANK	10.327.291	9.190.694	4.086.646	4.513.360
979	ARGENTA SPAARBANK	94.384.297	48.442.117	33.769.987	32.938.728
		2.731.121.652	2.544.466.124	1.987.804.935	1.741.361.128

(*) Membres du conseil d'administration au 31/12/13

(**) Sous-adhérents avec accès technique direct

(***) Est devenu sous-adhérents de KBC en septembre 2014

Tableau 6 : Définition des catégories statistiques			
Catégorie	Application	Code nature	Catégorie et Codes Produits CORE STET
<u>Opérations de crédit</u>			
Virements papier	001	0, 1, 5, 6, 9	AP1N0, AP1N1, AP1N5, AP1N6, AP1N9
	006	0, 1, 5, 6, 9	AP6N0, AP6N1, AP6N5, AP6N6, AP6N9
Virements automatisés	001	3, 8, R, T	AP1N3, AP1N8, AP1NR, AP1NT
	006	3, 8, I, R, T, W, Z	AP6N3, AP6N8, AP6NI, AP6NR, AP6NT, AP6NW, AP6NZ
Virements Européens (SEPA)	101	-	CT
	102	-	CTRET
Versements	001	E, F	AP1NE, AP1NF
	006	E, F	AP6NE, AP6NF
Contreparties opérations carte	001	C, P, X, Y	AC1NC, AC1NP, AC1NX, AC1NY
<u>Opérations de débit</u>			
Chèques	004	1, 2, 5, X	AP4N1, AP4N2, AP4N5, AP4NX
Terminaux points de vente (POS)	004	8, Y	AC4N8, AC4NY
Guichets automatiques (ATM)	004	7, Z	AC4N7, AC4NZ
Cartes prépayées (PROTON)	004	P	AC4NP
Chèques impayés	007	1, 2, 5, X	AP7N1, AP7N2, AP7N5, AP7NX
Opérations cartes de crédits	004	C	AC4NC
Autres	004	9, I	AP4NI
	007	9, I	AP7NI
<u>Domiciliations</u>			
Recouvrements	002	0	AP2N0
Remboursements	003	1	AP3N1
Impayés	005	2	AP5N2
SEPA Direct Debit			DDCCU, DDBCUC
SEPA Direct Debit - R-transacties			DDCRT, DDCRV, DDCL, DDBRT, DDBRV, DDBRL
SEPA Direct Debit - C-transacties			DDCCL, DDBCL